23. DEC 1968

YC. - 1 - Coordination L. 10.582/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 26 novembre 1968, d'une demande d'avis sur un "avant-projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 mars 1964, modifié par l'arrêté royal du 13 mars 1964, fixant le statut du président et des membres de la Commission permanente de contrôle linguistique et organisant le fonctionnement de celle-ci", a donné le 3 décembre 1968 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 26e november 1968 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een "voorontwerp van koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 2 maart 1964, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 maart 1964, tot regeling van de rechtstoestand van de voorzitter en van de leden van de Vaste Commissie voor taaltoezicht en tot regeling van dezer werking", heeft de 3e december 1968 het volgend advies gegeven :

24.12.68

L'intitulé donne à croire qu'il s'agit de modifications à apporter aux arrêtés royaux des 2 et 18 mars 1964, le premier fixant le statut du président et des membres de la Commission permanente de contrôle linguistique et organisant le fonctionnement de celle-ci, le second modifiant l'arrêté royal du 2 mars 1964 fixant le statut du président et des membres de la Commission permanente de contrôle linguistique et organisant le fonctionnement de celle-ci.

En réalité, le présent projet se substitue à ces deux textes et règle complètement à nouveau la question au sens de l'article 60, § 4, des lois coordonnées. Dès lors, l'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal fixant le statut du président et des membres de la Commission permanente de contrôle linguistique et organisant le fonctionnement de celle-ci".

*

* *

L'alinéa 1er du préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 60; ".

*

* *

.../...

En ce qui concerne l'application de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, le projet prévoit un nouveau régime de pension pour le président de la Commission et la nomination d'un second vice président. Indépendamment de la question de la légalité de ce nouveau régime, le projet est de nature à entraîner des dépenses nouvelles et doit être soumis à l'accord du Ministre du Budget, en vertu de l'article 6 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 et de l'article 1er de l'arrêté royal du 20 juillet 1968 fixant les attributions du Ministre des Finances et du Ministre du Budget.

Article 3.

L'article 3, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 2 mars 1964 dispose :

"Le statut pécuniaire des conseillers du Conseil d'Etat est applicable au président de la Commission".

Le projet rend également applicable au président "le statut de pension" des conseillers d'Etat.

Il convient de rechercher si une telle disposition rentre dans les pouvoirs attribués au Roi par l'article 60, § 4, des lois coordonnées.

Dans l'avis L. 8684/1, le Conseil d'Etat, saisi d'un projet d'arrêté royal qui reconnaissait au président de la Commission permanente de contrôle linguistique

.../...

la qualité d'agent de l'Etat afin, notamment, de lui assurer le bénéfice de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, a estimé que, pour atteindre ce but, il était inopérant de reconnaître au président de la Commission la qualité d'agent de l'Etat, ou de prévoir, à ce sujet, une disposition particulière : "l'application de l'article 1er de la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques n'est pas subordonnée à la qualification donnée par le Roi à un titulaire d'une fonction publique".

Il n'est donc pas douteux que, par application des dispositions légales et réglementaires en vigueur, le président de la Commission, titulaire d'une fonction publique, bénéficie de la loi du 21 juillet 1844.

L'article 60, § 4, des lois coordonnées, en disposant que le Roi fixe le "statut" du président de la Commission, a-t-il donné au Roi le pouvoir de déroger à la loi de 1844 ?

L'article 114 de la Constitution exige une intervention du législateur pour l'octroi de toute pension à charge du Trésor public et la loi générale du 21 juillet 1844 a fixé les règles applicables en matière de pensions civiles et ecclésiastiques. Si l'on peut admettre que le régime de la pension est un élément du statut des titulaires de fonctions publiques, il ne peut, eu égard au prescrit constitutionnel, en être déduit que le Roi, chargé par la loi de fixer un statut, pourrait établir un régime particulier de pension.

.../...

En conséquence, dans l'article 3, alinéa 1er, du projet, la disposition relative à la pension du président de la Commission manque de fondement légal; elle doit être omise.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Le statut pécuniaire des conseillers d'Etat est applicable au président de la Commission".

Article 4.

L'arrêté royal du 18 mars 1964 a inséré dans l'article 4 de l'arrêté royal du 2 mars 1964 une disposition selon laquelle "en l'absence du président, la présidence de la Commission est assumée par le membre de la Commission désigné à cette fin par le Roi et portant le titre de vice-président".

Le projet prévoit qu'il y aura, pour chacune des deux sections, un "membre vice-président".

Il est proposé de remplacer cette expression par "président de section". Si cette proposition est retenue, la modification devra être faite chaque fois que l'expression "membre vice-président" est employée dans le projet.

*

* *

.../...

L'article 4 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

Le Roi désigne parmi les membres effectifs de chaque section, un président de section qui préside les séances et les réunions préparatoires de la section. En l'absence du président de section, le membre le plus âgé de la section exerce ses fonctions.

En cas d'absence du président, les présidents de section assument, alternativement, la présidence des séances de la Commission siégeant sections réunies.

Dans l'exercice de chacune de ces fonctions, les présidents de section gardent voix délibérative".

Article 6.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, les absences qui entraînent la déchéance du mandat, sont les absences injustifiées. En conséquence, la rédaction suivante est proposée pour le dernier alinéa :

"Le Roi prononce la déchéance du mandat du membre effectif lorsque six absences injustifiées ont été constatées, dans son chef, au cours d'un trimestre. La même règle est applicable au membre suppléant dûment averti conformément à l'alinéa 1er".

.../...

Article 8.

A l'alinéa 2, le texte suivant est proposé :

"Les présidents de section, quand ils assument la présidence de leur section ou la présidence de la Commission siégeant sections réunies, bénéficient d'un jeton supplémentaire dont le montant est égal à la moitié du jeton fixé conformément à l'alinéa 1er".

L'alinéa 3 modifie inutilement la rédaction de l'article 8, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 mars 1964. (Encore que dans cette dernière disposition, l'expression "frais de route" est employée à la place de "frais de parcours").

L'alinéa 4 devrait être rédigé comme suit :

"Les jetons de présence ainsi que les frais de parcours et de séjour sont payables trimestriellement. Le montant total des jetons de présence ne peut excéder, pour une personne, 20.000 francs par trimestre et 72.000 francs par an".

Au dernier alinéa, les mots "de cet article" doivent être omis.

Article 10.

L'alinéa 1er modifie le texte en vigueur qui exige, pour l'assemblée plénière, la moitié au moins des membres de la Commission, chaque section devant être représentée par un membre au moins. La rédaction suivante est proposée :

"La Commission siégeant sections réunies ne délibère valablement que si trois membres au moins de chaque section sont présents".

.../...

L'alinéa 2 est, en principe, inutile puisque cette disposition se trouve dans la loi (article 61, § 5, dernier alinéa, des lois coordonnées).

Toutefois, pour être conforme aux termes de la loi, l'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"La Commission siégeant sections réunies ne peut examiner les problèmes concernant la région de langue allemande ou les communes malmédiennes en l'absence du membre d'expression allemande".

Article 12.

Cet article devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 12.-

Tout avis de la Commission siégeant sections réunies est pris à la majorité des membres présents de chaque section. Les avis sont motivés et indiquent la majorité à laquelle ils ont été pris".

Article 13.

Cet article prévoit le dépôt d'une note de la minorité. Selon les explications du fonctionnaire délégué, les deux membres qui ne partagent pas l'avis de la majorité doivent appartenir à la même section. Il est, en conséquence, proposé de rédiger ainsi l'article 13.:

..../...

"Article 13.-

Toute autre opinion partagée, au moins, par deux membres présents d'une même section, peut faire l'objet d'une note succincte qui est jointe à l'avis.

Une telle note peut être déposée par le membre d'expression allemande dans les affaires pour lesquelles il doit être convoqué".

Article 14.

Cet article prévoit le cas où aucune majorité ne s'est dégagée au sein de la Commission.

Dans ce cas, le président de la Commission adresse :

1° au Ministre qui a demandé la consultation (article 61, § 2) ou qui est intéressé par la plainte (article 61, § 6), une note résumant les opinions émises;

2° au Ministre de l'Intérieur, une copie de cette note;

3° au plaignant, une note l'informant de la transmission prévue au 2°.

Quand il s'agit d'une plainte, la communication prévue au 2° ci-dessus est inutile. Elle fait, en effet, double emploi avec les dispositions prévues dans l'article 23 du projet qui est relatif à l'évocation.

La communication prévue au 3° ci-dessus n'a lieu que si le Ministre de l'Intérieur doit exercer son droit d'évocation. Cette disposition, qui a pour but d'informer le plaignant que sa plainte sera examinée par le Ministre, serait mieux à sa place dans l'article 23 précité.

.../...

Il est, en conséquence, proposé de rédiger l'article 14 de la manière suivante :

"Article 14.-

Si aucune majorité ne se dégage au sein de la Commission siégeant sections réunies, le président de la Commission adresse à tout Ministre qui a demandé l'avis ou qui est intéressé par la plainte, une note succincte rapportant les opinions émises.

S'il s'agit de la consultation prévue par l'article 61, § 2, des lois coordonnées, une copie de la note est transmise, pour information, au Ministre de l'Intérieur".

Articles 15 et 16.

L'article 15, dont la rédaction est compliquée et assez obscure, et l'article 16 ont pour objet principal, selon les explications données par le fonctionnaire délégué, de déterminer la manière dont la Commission siégeant sections réunies est valablement saisie.

En ce qui concerne les demandes d'avis, la Commission n'est saisie que par une requête signée par le Ministre (article 15).

En ce qui concerne les plaintes, la Commission n'est valablement saisie que par une lettre recommandée à la poste.

Quant à l'article 15, la première phrase de l'alinéa 3 ne fait que répéter d'une manière négative ce qui est dit dans l'alinéa 1er. Cette phrase pourrait être omise.

.../...

Dans le texte proposé, le dernier alinéa est repris dans l'alinéa 2.

Quant à l'article 16, l'alinéa 2 cite, parmi les personnes à qui l'avis doit être notifié, les "autorités privées". Selon le fonctionnaire délégué, cette expression vise les personnes privées tenues, en vertu des lois coordonnées, à des obligations en matière linguistique (voir, par exemple, l'article 52). Il serait préférable de remplacer les mots "autorités privées" par "toute personne privée".

Compte tenu de ces observations, les articles 15 et 16 pourraient être rédigés comme suit :

"Article 15.-

Hormis le cas de plainte, la Commission siégeant sections réunies n'est valablement saisie d'une demande d'avis que sur requête signée par un Ministre.

L'avis est exclusivement porté à la connaissance du Ministre qui l'a demandé. Il est accompagné, le cas échéant, de suggestions et d'observations.

Toute autre requête est irrecevable. Le requérant en est informé par le président de la Commission.

Article 16.-

La Commission siégeant sections réunies n'est valablement saisie d'une plainte que par une requête signée, adressée par pli recommandé à la poste au président de la Commission.

Le président de la Commission notifie l'avis au plaignant, ainsi qu'aux autorités publiques ou à toute personne privée directement intéressées.

.../...

La suite réservée à l'avis est portée à la connaissance du président de la Commission ou, le cas échéant, du Ministre de l'Intérieur".

Article 17.

L'alinéa 1er concerne le contrôle exercé par la Commission conformément à l'article 15, § 2, des lois coordonnées. Dans un souci d'uniformité, il serait préférable de remplacer les mots "sur les épreuves portant sur les connaissances linguistiques, organisées ... "par "sur les examens linguistiques organisés ... ".

A l'alinéa 2, les mots "par les sections ou" doivent être omis, le chapitre III étant réservé à la Commission siégeant sections réunies. L'alinéa 2, en tant qu'il concerne les sections, sera repris dans l'article 20.

Il serait préférable, pour le motif indiqué ci-dessus, de remplacer les mots "aux épreuves linguistiques organisées ... " par "aux examens ou épreuves linguistiques organisés ... ".

La fin de l'alinéa devrait être rédigée comme suit: "... au Ministre qui exerce, en l'occurrence, le pouvoir de tutelle, ainsi que, le cas échéant, au vice-gouverneur du Brabant".

Article 18.

La loi prévoit une section française et une section néerlandaise et détermine leur compétence. La rédaction de l'alinéa 1er pourrait, dès lors, être simplifiée.

.../...

A l'alinéa 2, l'expression "modalités d'organisation" paraît être assez vague. Il est proposé d'y ajouter les mots "et l'ordre du jour".

L'article 18 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 18.-

Les sections se réunissent sur la convocation du président de sectionou à la demande de deux de leurs membres au moins.

Le président de section règle avec le président de la Commission les modalités d'organisation et l'ordre du jour des séances.

Le secrétariat des sections est assumé par un fonctionnaire désigné par la section parmi les membres du personnel administratif.

Le président de la Commission a le droit d'assister aux séances ordinaires des sections; il y a voix consultative".

Article 19.

La rédaction de l'article 19 devrait s'inspirer de la rédaction proposée pour les articles 12 et 13, de la manière suivante :

"Article 19.-

§ 1er. Les sections délibèrent valablement lorsque trois membres au moins sont présents.

§ 2. Tout avis est pris à la majorité des membres présents. Les avis sont motivés et indiquent la majorité à laquelle ils ont été pris.

.../...

§ 3. Toute autre opinion partagée, au moins, par deux membres présents, peut faire l'objet d'une note succincte qui est jointe à l'avis".

Article 20.

A l'alinéa 1er, les mots "mutatis mutandis" sont inutiles et doivent être omis. Suite à l'observation faite au sujet de l'article 17, alinéa 2, il y a lieu de faire ici référence à cette disposition.

Les alinéas 2 à 4 reprennent le texte de l'article 14. Ils pourraient être remplacés par une référence à cet article.

Compte tenu de ces observations, l'article 20 serait rédigé comme suit :

"Article 20.-

Les dispositions des articles 14, 15, 16 et 17, alinéa 2, sont applicables aux sections".

Article 21.

A l'alinéa 1er, les mots "dans le cadre de leur compétence respective" sont inutiles et devraient être omis.

A l'alinéa 2, l'intention du Gouvernement est que la sous-commission soit composée, pour moitié, de membres de la section française, et pour moitié, de membres de la section néerlandaise. Le mot "paritairement" ne semble pas traduire adéquatement cette intention.

.../...

Par ailleurs, lorsqu'un président de section remplace le président de la Commission, ce remplacement, dans l'intention du Gouvernement, ne peut faire obstacle à la règle qui détermine la composition de la sous-commission. Le projet devrait être précisé à cet égard.

Le texte suivant tient compte de ces observations :

"Article 21.-

§ 1er. La Commission siégeant sections réunies, de même que chaque section, peut, si la nature des affaires le requiert, constituer une sous-commission.

§ 2. La sous-commission constituée par la Commission siégeant sections réunies est composée, en nombre égal, de membres de chaque section. Elle est présidée par le président de la Commission qui y a voix consultative.

En cas d'absence du président, la sous-commission est présidée par le président de section désigné en vertu de l'article 4, alinéa 2, sans qu'il puisse ainsi être porté atteinte à la règle qui régit la composition de la sous-commission.

La sous-commission est assistée des secrétaires des sections.

§ 3. La sous-commission constituée au sein d'une section est présidée par le président de section ou, en son absence, par le membre le plus âgé.

Elle est assistée du secrétaire de la section".

.../...

Article 22.

A l'alinéa 1er, les mots "dans le cadre de leur compétence légale respective" sont inutiles et doivent être omis.

A l'alinéa 2, il en est de même du mot "également".

Article 23.

Cet article organise le droit d'évocation dont le Ministre de l'Intérieur dispose en vertu de l'article 61, § 6, des lois coordonnées.

Pour que la disposition légale puisse être appliquée correctement, il faut, d'une part, que le Ministre connaisse la plainte, d'autre part, qu'il soit mis dans la possibilité d'exercer son droit dans les délais prévus.

A cet égard, le projet prévoit, dans l'alinéa 1er, la communication de cette plainte au Ministre et, dans l'alinéa 2, la communication du dossier "trente jours francs avant l'échéance du délai imparti par la loi à celui-ci" (le Ministre). Ce système n'indique pas clairement le point de départ du délai accordé au Ministre. Il semble même impliquer que le président, s'il respecte à la lettre le projet, devra empiéter sur le délai de cent quatre-vingts jours dont dispose la Commission, ou la section, pour se prononcer.

.../...

Il est dès lors raisonnable de prévoir que le président devra, à l'expiration du délai accordé à la Commission et dans un temps court, transmettre le dossier au Ministre, cette transmission faisant commencer le délai de trente jours.

Conformément à l'observation faite au sujet de l'article 14, le projet devra être complété d'une disposition relative à l'information du plaignant.

Compte tenu de ces observations, il est proposé de rédiger l'article 23 de la manière suivante :

"Article 23.-

Le président de la Commission communique au Ministre de l'Intérieur une copie de toute plainte introduite en application de l'article 61, § 6, des lois coordonnées.

Si la Commission siégeant sections réunies, ou la section, n'a pas émis d'avis dans le délai de cent quatre-vingts jours prévu dans l'article 61, § 6, précité, le président de la Commission transmet, au Ministre de l'Intérieur, dans les ... jours (par exemple 3 jours) de l'expiration du délai, le dossier complet de l'affaire.

Il informe le plaignant de cette transmission".

Article 25.

Cet article devrait être précédé de la mention "Chapitre IX. Dispositions abrogatoire et finales". Il convient, en effet, d'abroger expressément l'arrêté royal du 2 mars 1964. Cet abrogatoire ferait l'objet de l'article 25 et serait rédigé comme suit :

.../...

"Article 25.-

L'arrêté roya.. du 2 mars 1964 fixant le statut du président et des membres de la Commission permanente de contrôle linguistique et organisant le fonctionnement de celle-ci, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1964, est abrogé".

L'article 25 du projet deviendrait l'article 26. Compte tenu de l'observation relative à la légalité de l'article 3, alinéa 1er, du projet, il va de soi que la partie de cet article 25 relative à la mise en vigueur de l'article 3 du projet advient sans objet.

Het opschrift doet het voorkomen alsof het gaat om wijziging van het koninklijk besluit van 2 maart 1964 tot regeling van de rechtstoestand van de voorzitter en van de leden van de Vaste Commissie voor taaltoezicht en tot regeling van dezer werking, en van het koninklijk besluit van 18 maart 1964 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 2 maart 1964 tot regeling van de rechtstoestand van de voorzitter en van de leden van de Vaste Commissie voor taaltoezicht en tot regeling van dezer werking.

In werkelijkheid komt het ontwerp-besluit in de plaats van die twee teksten en regelt het de aangelegenheid geheel opnieuw in de zin van artikel 60, § 4, van de gecoördineerde wetten. Derhalve wordt voorgesteld het opschrift als volgt te lezen :

"Koninklijk besluit tot regeling van de rechtstoestand van de voorzitter en van de leden van de Vaste Commissie voor taaltoezicht en tot regeling van dezer werking".

*

* *

Het eerste lid van de aanhef moet als volgt worden gelezen :

"Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 60;".

*

* *

.../...

In verband met de toepassing van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole moet worden opgemerkt, dat het ontwerp voorziet in een nieuwe pensioenregeling voor de voorzitter van de Commissie en in de benoeming van een tweede ondervoorzitter.

Afgezien van de vraag in hoever de nieuwe regeling wettig is, moet worden vastgesteld dat zij nieuwe uitgaven kan medebrengen en dus voor akkoord aan de Minister van Begroting moet worden voorgelegd krachtens artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 en artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 juli 1968 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Minister van Financiën en van de Minister van Begroting.

Artikel 3.

Artikel 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 2 maart 1964 bepaalt :

"Het geldelijk statuut van de raadsheren bij de Raad van State vindt toepassing op de voorzitter van de Commissie".

Het ontwerp verklaart ook de "pensioenregeling van de raadsheren bij de Raad van State" van toepassing.

Nagegaan moet worden of een zodanige bepaling binnen de bevoegdheid ligt welke artikel 60, § 4, van de gecoördineerde wetten aan de Koning verleent.

.../...

In zijn advies L. 8684/1 over een ontwerp-koninklijk besluit dat de voorzitter van de Vaste Commissie voor taaltoezicht de hoedanigheid van Rijksambtenaar wilde geven, onder meer om hem in aanmerking te laten komen voor de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen, heeft de Raad van State geoordeeld dat het tot dit doel niet diende, hem die hoedanigheid toe te kennen of een bijzondere bepaling vast te stellen : "De toepassing van artikel 1 van de algemene wet op de burgerlijke en geestelijke pensioenen is niet afhankelijk van de kwalificatie die de Koning aan een openbaar-ambtsdrager heeft gegeven".

Het lijdt dus geen twijfel dat de voorzitter van de Commissie, als titularis van een openbaar ambt, op grond van de geldende wets- en verordeningsbepalingen in aanmerking komt voor de wet van 21 juli 1844.

Heeft artikel 60, § 4, van de gecoördineerde wetten, waar het zegt dat de Koning de "rechtstoestand" van de voorzitter van de Commissie bepaalt, hem tevens gemachtigd om af te wijken van de wet van 1844 ?

Krachtens artikel 114 van de Grondwet is een optreden van de wetgever vereist voor het toekennen van enig pensioen ten laste van de Staatskas. De algemene wet van 21 juli 1844 heeft de regelen bepaald die inzake burgerlijke en geestelijke pensioenen gelden. Kan worden aanvaard dat de pensioenregeling een bestanddeel van het statuut van de titularissen van openbare ambten is, daaruit mag, gelet op de regel van de Grondwet, niet worden afgeleid dat de Koning, die door de wet belast is met het vaststellen van een statuut, een bijzondere pensioenregeling kan invoeren.

.../...

De bepaling van artikel 3, eerste lid, van het ontwerp, betreffende het pensioen van de voorzitter van de Commissie, heeft dus geen rechtsgrond en moet vervallen.

Men leze het eerste lid als volgt :

"De bezoldigingsregeling van de staatsraden vindt toepassing op de voorzitter van de Commissie".

Artikel 4.

Het koninklijk besluit van 18 maart 1964 heeft in artikel 4 van het koninklijk besluit van 2 maart 1964 de volgende bepaling ingevoegd : "Is de voorzitter afwezig, dan wordt de Commissie voorgezeten door het lid van de Commissie dat daartoe door de Koning is aangewezen en dat de titel van vice-voorzitter voert".

Volgens het ontwerp zal er voor iedere afdeling een "lid-ondervoorzitter" zijn.

In overweging wordt gegeven, die benaming door "afdelingsvoorzitter" te vervangen, ook in de andere bepalingen waar sprake is van "lid-ondervoorzitter".

*

* *

.../...

Artikel 4 kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 4.-

De Koning wijst uit de vaste leden van iedere afdeling een afdelingsvoorzitter aan, die de zittingen en de voorbereidende vergaderingen van de afdeling voorzit. Is de afdelingsvoorzitter afwezig, dan wordt zijn ambt waargenomen door het oudste lid van de afdeling.

Is de voorzitter afwezig, dan nemen de afdelingsvoorzitters beurtelings het voorzitterschap waar op de zittingen van de verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie.

Bij het uitoefenen van elk van die ambten blijven de afdelingsvoorzitters stemgerechtigd".

Artikel 6.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, hebben alleen ongewettigde afwezigheden vervallenverklaring van het mandaat tot gevolg. Men leze het laatste lid dan ook als volgt :

"Het vast lid, van wie vastgesteld is dat hij in de loop van een kwartaal zesmaal zonder wettige reden afwezig is geweest, wordt door de Koning van zijn mandaat vervallen verklaard. Dezelfde regel geldt voor het plaatsvervangend lid dat behoorlijk verwittigd werd overeenkomstig het eerste lid".

Artikel 8.

Het tweede lid leze men als volgt :

.../...

"Wanneer de afdelingsvoorzitters hun afdeling of de verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie voorzitten, ontvangen zij bovendien presentiegeld ten bedrage van de helft van het presentiegeld dat overeenkomstig het eerste lid is vastgesteld".

Het derde lid is een onnodige wijziging van de tekst van artikel 8,derde lid, van het koninklijk besluit van 2 maart 1964. (In de Franse tekst van laatstgenoemde bepaling staat overigens "frais de route" in plaats van "frais de parcours").

Het vierde lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Presentiegeld en reis- en verblijfkosten zijn betaalbaar per kwartaal. Het presentiegeld mag echter per persoon niet meer bedragen dan 20.000 frank per kwartaal en 72.000 frank per jaar".

In het laatste lid moeten de woorden "van dit artikel" vervallen.

Artikel 10.

Het eerste lid wijzigt de thans geldende tekst, krachtens welke de voltallige vergadering samengesteld moet zijn uit ten minste de helft van de leden van de Commissie, met dien verstande dat iedere afdeling door ten minste een van haar leden moet zijn vertegenwoordigd. Voorgesteld wordt :

"De verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie kan slechts op geldige wijze beraadslagen en besluiten als ten minste drie leden van iedere afdeling aanwezig zijn".

Wil het tweede lid in overeenstemming zijn met de wettekst, dan moet het als volgt worden geredigeerd :

"De verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie kan de problemen betreffende het Duitse taalgebied of de gemeenten uit het Malmedyse niet onderzoeken als het Duitssprekend lid afwezig is".

.../...

Artikel 12.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 12.-

Ieder advies van de verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie wordt gegeven bij meerderheid van de aanwezige leden van iedere afdeling. De adviezen worden met redenen omkleed en vermelden met welke meerderheid zij gegeven zijn".

Artikel 13.

Dit artikel voorziet in de indiening van een minderheidsnota. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, moeten de twee leden die de mening van de meerderheid niet delen, tot dezelfde afdeling behoren. Derhalve wordt voorgesteld artikel 13 als volgt te lezen :

"Artikel 13.-

Iedere andere mening die wordt gedeeld door ten minste twee aanwezige leden van eenzelfde afdeling, kan worden vermeld in een beknopte nota die bij het advies wordt gevoegd.

Een zodanige nota kan ook worden ingediend door het Duitssprekend lid, in de zaken waarvoor hij moet worden opgeroepen".

.../...

Artikel 14.

Dit artikel voorziet in het geval dat in de Commissie geen meerderheid is bereikt.

In dat geval zendt de voorzitter van de Commissie :

1° aan de Minister die het advies heeft gevraagd (artikel 61, § 2) of die bij de klacht betrokken is (artikel 61, § 6), een nota waarin de uitgebrachte meningen zijn samengevat ;

2° aan de Minister van Binnenlandse Zaken, een afschrift van die nota ;

3° aan de klager, een nota waarin hem kennis wordt gegeven van de in 2° bedoelde toezending .

Wanneer het een klacht betreft ,is de onder 2° bedoelde toezending overbodig, want die aangelegenheid is geregeld in artikel 23 van het ontwerp, dat betrekking heeft op het evocatierecht.

De onder 3° bedoelde toezending heeft alleen plaats als de Minister van Binnenlandse Zaken zijn evocatierecht moet uitoefenen. Die bepaling heeft tot doel, de klager ter kennis te brengen dat zijn klacht door de Minister zal worden onderzocht ; zij is dan ook beter op haar plaats in artikel 23.

Derhalve wordt voorgesteld artikel 14 als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 14.-

Wordt in de verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie geen meerderheid bereikt, dan zendt de voorzitter van de Commissie aan iedere Minister die het advies heeft gevraagd of bij de klacht betrokken is, een beknopte nota die de uitgebrachte meningen weergeeft.

Gaat het om de raadpleging bedoeld in artikel 61, § 2, van de gecoördineerde wetten, dan wordt een afschrift van de nota ter kennisgeving aan de Minister van Binnenlandse Zaken gezonden".

Artikelen 15 en 16.

Artikel 15, met zijn ingewikkelde en vrij duistere tekst, en artikel 16 hebben, naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, in hoofdzaak tot doel te bepalen hoe een zaak op geldige wijze aanhangig wordt gemaakt bij de verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie.

Adviesaanvragen kunnen bij de Commissie alleen aanhangig worden gemaakt door middel van een door de Minister ondertekend verzoekschrift (artikel 15).

Klachten kunnen bij de Commissie alleen bij een ter post aangetekende brief op geldige wijze worden ingediend.

Artikel 15, derde lid, eerste volzin, herhaalt slechts wat in het eerste lid is gezegd, maar dan in een negatieve constructie. Die volzin kan vervallen. In de voorgestelde tekst is het laatste lid verwerkt in het tweede.

.../...

Het tweede lid van artikel 16 vermeldt onder degenen aan wie het advies moet worden "genotificeerd", de "private overheden". Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn dat de particulieren die krachtens de gecoördineerde wetten taalverplichtingen hebben (zie bijvoorbeeld artikel 52). "Private overheden" kan beter worden vervangen door "bijzondere personen".

Met inachtneming van deze opmerkingen, kunnen de artikelen 15 en 16 als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 15.-

Behalve in geval van klacht kan een adviesaanvraag bij de verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie alleen aanhangig worden gemaakt door middel van een door een Minister ondertekend verzoekschrift.

Het advies wordt uitsluitend ter kennis gebracht van de Minister die het heeft gevraagd. Eventueel worden er wenken en opmerkingen aan toegevoegd.

Ieder ander verzoekschrift is onontvankelijk. De verzoeker wordt daarvan in kennis gesteld door de voorzitter van de Commissie.

Artikel 16.-

Een klacht kan bij de verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie alleen aanhangig worden gemaakt door middel van een ondertekend verzoekschrift, dat bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van de Commissie wordt gezonden.

.../...

De voorzitter van de Commissie geeft kennis van het advies aan de klager alsook aan de rechtstreeks betrokken openbare overheden of bijzondere personen.

Aan de voorzitter van de Commissie of in voorkomend geval aan de Minister van Binnenlandse Zaken wordt ter kennis gebracht welk gevolg aan de zaak is gegeven".

Artikel 17.

Het eerste lid heeft betrekking op het toezicht dat de Commissie uitoefent overeenkomstig artikel 15, § 2, van de gecoördineerde wetten. Ter wille van de eenvormigheid vervange men de woorden "de examens over de taalkennis" door "de taal-examens".

In het tweede lid moeten de woorden "door de afdelingen of" vervallen : hoofdstuk III handelt alleen over de verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie. Voor zover dat lid betrekking heeft op de afdelingen, zal het worden opgenomen in artikel 20.

Om de reeds opgegeven reden verdient het aanbeveling in de Franse tekst de woorden "aux épreuves linguistiques organisées ..." te vervangen door "aux examens ou épreuves linguistiques organisés ...".

De laatste regels leze men als volgt : "... medegedeeld aan de Minister die in deze zaak de toezichthoudende overheid is en, in voorkomend geval, aan de Vice-Gouverneur van Brabant".

.../...

Artikel 18.

De wet bepaalt dat er twee afdelingen zijn : een Nederlandse en een Franse. Zij regelt ook hun bevoegdheid. De redactie van het eerste lid kan dan ook vereenvoudigd worden.

In het tweede lid vervange men de vrij vage woorden "de modaliteiten van de organisatie der zittingen" door "de werkwijze en de agenda van de zittingen".

Artikel 18 kan dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 18.-

De afdelingen vergaderen wanneer de voorzitter ze daartoe bijeenroept of wanneer ten minste twee van hun leden erom verzoeken.

De afdelingsvoorzitter regelt met de voorzitter van de Commissie de werkwijze en de agenda van de zittingen.

Het secretariaat van de afdelingen wordt waargenomen door een ambtenaar die door de afdeling uit de leden van het administratief personeel wordt aangewezen.

De voorzitter van de Commissie heeft het recht de gewone zittingen van de afdelingen bij te wonen ; hij heeft er raadgevende stem".

.../...

Artikel 19.

Voor de redactie van artikel 19 zou moeten worden uitgegaan van de voorstellen die gedaan zijn voor de artikelen 12 en 13.

"Artikel 19.-

§ 1. De afdelingen beraadslagen en besluiten op geldige wijze als ten minste drie leden aanwezig zijn.

§ 2. Ieder advies wordt gegeven bij meerderheid van de aanwezige leden. De adviezen worden met redenen omkleed en vermelden met welke meerderheid zij gegeven zijn.

§ 3. Iedere andere mening die wordt gedeeld door ten minste twee aanwezige leden, kan worden vermeld in een beknopte nota die bij het advies wordt gevoegd".

Artikel 20.

In het eerste lid zijn de woorden "op overeenkomstige wijze" overbodig. Verwezen moet worden naar artikel 17, tweede lid, in aansluiting op de daarbij gemaakte opmerking.

In het tweede, derde en vierde lid is de tekst van artikel 14 overgenomen. Een verwijzing is voldoende.

Met inachtneming van deze opmerkingen kan artikel 20 luiden als volgt :

"Artikel 20.-

De artikelen 14, 15, 16 en 17, tweede lid, zijn van toepassing op de afdelingen".

.../...

Artikel 21.

In het eerste lid zijn de woorden "binnen het raam van hun respectieve bevoegdheid en" overbodig.

In het tweede lid bedoelt de Regering het zo, dat de subcommissie voor de ene helft uit leden van de Nederlandse, voor de andere uit leden van de Franse afdeling samengesteld is. Het woord "paritair" lijkt hier niet dienstig.

De vervanging van de voorzitter van de Commissie door een afdelingsvoorzitter mag volgens de Regering geen hinderpaal zijn voor toepassing van de regel die de samenstelling van de subcommissie bepaalt. Het ontwerp behoeft hier verduidelijking.

In de volgende tekst is met deze opmerkingen rekening gehouden :

"Artikel 21.-

§ 1. De verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie, en ook iedere afdeling kan, als de aard van de zaken het noodzakelijk maakt, een subcommissie oprichten.

§ 2. De subcommissie opgericht door de verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie is samengesteld uit een gelijk aantal leden van iedere afdeling. Zij wordt voorgezeten door de voorzitter van de Commissie, die er raadgevende stem heeft.

Is de voorzitter afwezig, dan wordt de subcommissie voorgezeten door de krachtens artikel 4, tweede lid, aangewezen afdelingsvoorzitter, zonder dat daardoor afbreuk mag worden gedaan aan de regel die voor de samenstelling van de subcommissie geldt.

.../...

De subcommissie wordt bijgestaan door de secretarissen van de afdelingen.

§ 3. De in een afdeling opgerichte subcommissie wordt voorgezeten door de afdelingsvoorzitter of, bij diens afwezigheid, door het oudste lid.

Zij wordt bijgestaan door de secretaris van de afdeling".

Artikel 22.

In het eerste lid zijn de woorden "In het raam van hun respectieve wettelijke bevoegdheid" overbodig. Men leze : "De afdelingen en de verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie kunnen leden van het administratief personeel met een onderzoekstaak belasten".

In het tweede lid moet het woord "eveneens" vervallen

Artikel 23.

Dit artikel regelt het "evocatierecht" dat de Minister kan uitoefenen krachtens artikel 61, § 6, van de gecoördineerde wetten.

Opdat de wetsbepaling op correcte wijze kan worden toegepast, moet de Minister enerzijds kennis hebben van de klacht, anderzijds in de mogelijkheid zijn om zijn recht binnen de voorgeschreven termijnen uit te oefenen.

.../...

In dat opzicht bepaalt het ontwerp in het eerste lid dat de klacht ter kennis van de Minister wordt gebracht, in het tweede dat het dossier hem wordt toegezonden "dertig volle dagen vóór het verval van de termijn waarover de Minister beschikt". Uit die regeling blijkt niet duidelijk wanneer de aan de Minister toegemeten termijn ingaat. Zij schijnt zelfs mee te brengen dat de voorzitter, als hij het ontwerp naar de letter toepast, de kennisgeving nog zal moeten doen gedurende de termijn van honderd tachtig dagen waarover de Commissie of de afdeling beschikt om zich uit te spreken.

Het is dan ook redelijk te bepalen, dat de voorzitter kort na het verstrijken van de aan de Commissie toegestane termijn het dossier aan de Minister moet zenden, waardoor dan de termijn van dertig dagen ingaat.

Overeenkomstig de opmerking bij artikel 14 moet het ontwerp worden aangevuld met een bepaling betreffende de kennisgeving aan de klager.

Met inachtneming van deze opmerkingen leze men artikel 23 als volgt :

"Artikel 23.-

De voorzitter van de Commissie zendt aan de Minister van Binnenlandse Zaken een afschrift van iedere klacht die ingediend is op grond van artikel 61, § 6, van de gecoördineerde wetten.

.../...

Heeft de verenigde vergadering van de afdelingen der Commissie of de afdeling geen advies uitgebracht binnen de in voornoemd artikel 61, § 6, bepaalde termijn van honderd tachtig dagen, dan zendt de voorzitter van de Commissie binnen... (bijvoorbeeld 3) dagen na het verstrijken van de termijn het volledig dossier van de zaak aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Hij geeft de klager kennis van die toezending".

Artikel 25.

Boven dit artikel schrijve men "Hoofdstuk IX. Overgangsbepaling en slotbepalingen". Het koninklijk besluit van 2 maart 1964 moet immers uitdrukkelijk worden opgeheven. Die opheffingsbepaling kan in artikel 25 staan en als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 25.-

Het koninklijk besluit van 2 maart 1964 tot regeling van de rechtstoestand van de voorzitter en van de leden van de Vaste Commissie voor taaltoezicht en tot regeling van dezer werking, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 maart 1964, wordt opgeheven".

Artikel 25 van het ontwerp wordt dan 26.
Aansluitend op hetgeen over de wettigheid van artikel 3, eerste lid, van het ontwerp is gezegd, wordt het gedeelte van artikel 25 dat de inwerkingstelling van artikel 3 betreft vanzelfsprekend overbodig.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : R. PIRSON, assesseurs de la
de Heren : M. VERSCHELDEN, section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut de l'auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.